

INDICATEURS ÉCONOMIQUES MENSUELS

Mars 2000

FAITS SAILLANTS

-  **Au quatrième trimestre, le PIB réel a crû de 4,6 %, ce qui a stimulé la croissance globale en 1999, qui a atteint 4,2 %.**
-  **La croissance des importations a dépassé celle des exportations, ce qui a mené à un repli de l'excédent commercial, aussi bien en décembre que pour l'ensemble du quatrième trimestre.**
-  **En janvier, dans la foulée de la solide progression de l'emploi, le taux de chômage s'est maintenu à 6,8 %, soit le niveau le plus bas observé depuis 1976.**
-  **La perspective d'un relèvement des taux d'intérêt aux États-Unis a exercé des pressions à la baisse sur le dollar canadien.**
-  **Les actions canadiennes ont surclassé leurs pendantes américaines, pendant que le TSE 300 s'approchait de la barre des 10 000 points.**

Indicateurs économiques mensuels clés

		Variation en % depuis		
		le mois dernier	l'an dernier	
PIB réel (En \$ 1992, milliards)	766,6	0,4	4,6	Déc.
Biens	258,2	0,7	6,6	Déc.
Services	508,5	0,3	3,7	Déc.
Indice composite	156,7	0,5	7,2	Janv.
Emplois (En milliers)	14 828	0,2	3,0	Févr.
Temps plein	12 157	0,3	3,8	Févr.
Temps partiel	2 670	-0,1	-0,3	Févr.
Chômage (En %)	6,8	6,8	7,9	Févr.
Jeunes*	13,0	12,5	14,4	Févr.
Adultes*	5,6	5,7	6,7	Févr.
Inflation mesurée par l'IPC*	2,3	2,6	0,6	Janv.
Ventes au détail (En M\$)	22 528	2,0	8,8	Déc.
Mises en chantier (En milliers)	168,0	11,9	15,9	Févr.
Balance commerciale* (En M\$)	2 742	3 207	1 492	Déc.
Exportations	31 893	1,4	12,9	Déc.
Importations	29 151	3,2	8,9	Déc.
M&É	9 462	2,3	4,9	Déc.
Papier comm. à trois mois* (En %)	5,36	5,25	5,04	8 mars
Rendement des obligations à long terme* (En %)	5,80	6,27	5,43	8 mars
Dollar canadien* (En cents US)	68,57	69,18	66,32	10 mars

*Données en niveaux seulement - variation en % n'est pas exprimée

**Le rapport spécial accompagnant le présent numéro :
Activités d'innovation au Canada par domaine
technologique**

Les « Indicateurs économiques mensuels » (IEM) présentent, sous une forme pratique, diverses analyses et données économiques. Ils ne visent pas à interpréter ou à évaluer les politiques gouvernementales. En fait, les responsables des IEM s'efforcent de diffuser des renseignements factuels, et ce, d'une manière pertinente et équilibrée conforme aux principes économiques généralement reconnus. Tous les employés d'Industrie Canada peuvent prendre connaissance des IEM, sur support papier ou électronique. Il est aussi possible d'avoir accès aux IEM par l'intermédiaire d'Internet à http://strategis.ic.gc.ca/sc_ecnmy/mera/frndoc/03.html.



Industrie Canada
Industry Canada

Canada

INDICATEURS ÉCONOMIQUES MENSUELS

Mars 2000

TABLES DES MATIÈRES

	Page
L'économie	
<i>Comptes économiques et comptes financiers nationaux</i>	3
<i>PIB réel par industrie</i>	4
<i>Dépenses de consommation et attitudes des consommateurs</i>	5
<i>Investissements des entreprises dans les usines et l'équipement</i>	6
<i>Logement</i>	7
<i>Commerce et compétitivité</i>	8
Tendances du marché du travail	
<i>Emploi et chômage</i>	9
<i>Aperçu de la situation de l'industrie</i>	10
<i>Aperçu de la situation des provinces</i>	11
Prix et marchés financiers	
<i>Prix à la consommation et prix des produits de base</i>	12
<i>Taux d'intérêt à court terme et à long terme</i>	13
<i>Taux de change et marchés boursiers</i>	14
L'économie des États-Unis	
<i>Tendances de l'économie américaine</i>	15
LE RAPPORT SPÉCIAL DU PRÉSENT NUMÉRO :	
<i>Activités d'innovation au Canada par domaine technologique</i>	16
À venir...	
<i>Publication de données à surveiller/Événements prévus</i>	18

Le présent rapport est fondé sur les données connues au 10 mars 2000. Il a été préparé par Marianne Blais, Julie Dubois, Joe Macaluso, Alison McDermott et Karen Smith de la Direction de l'analyse micro-économique, sous la direction de Raynald Létourneau et de Shane Williamson. Le rapport spécial est basé sur une étude à venir, dont les auteurs sont M. Rafiqzaman et Karen Smith. Tous les renseignements ont été tirés de sources publiques, principalement Statistique Canada, la Banque du Canada et la Société canadienne d'hypothèques et de logement. Veuillez adresser vos commentaires à Shane Williamson au 613-995-8452 ou par Internet à williamson.shane@ic.gc.ca



La croissance plus vigoureuse que prévu au quatrième trimestre...

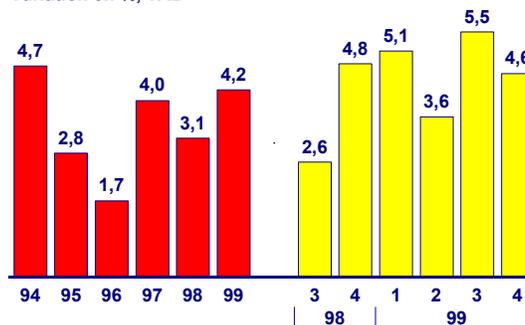
- Le PIB réel a crû de 4,6 % (taux annuel), au quatrième trimestre de 1999, sous l'impulsion surtout du redressement des investissements des entreprises et du logement. Cette hausse porte à 18 la suite consécutive de gains trimestriels, la plus longue observée depuis les années 60.
- La demande intérieure a été la principale source de croissance, les investissements des entreprises dans les M&É et les stocks et la construction résidentielle se ressaisissant tous après un faible troisième trimestre. Les dépenses de consommation ont affiché leur quatrième période consécutive de solide croissance, à la faveur du niveau de confiance élevé des consommateurs.
- Dans le sillage de l'accroissement récent de l'emploi, les revenus des particuliers ont augmenté vigoureusement au quatrième trimestre, suivant le rythme des dépenses et laissant le taux d'épargne des particuliers inchangé (1,1 %). Le ratio d'endettement des ménages est aussi demeuré stable, à 99,9 %.
- Les exportations de biens et de services ont progressé à nouveau solidement, mais elles ne sont pas parvenues à suivre le rythme de croissance des importations. Le Canada a donc vu son excédent commercial réel fléchir, au quatrième trimestre.

...a stimulé la croissance pour l'année, qui a atteint 4,2 %

- Pour l'ensemble de 1999, l'économie a crû de 4,2 %, en hausse comparativement à 3,1 % en 1998.
- Les dépenses de consommation se sont raffermies au cours de l'année, à la faveur de l'intensification de la confiance des consommateurs et de l'amélioration de la situation du marché du travail. Le revenu des particuliers a augmenté de 3,7 % dans l'ensemble, en 1999, stimulé par la hausse nette de l'emploi (427 000).
- 1999 a aussi été une brillante année pour les bénéfices des entreprises, qui ont tiré profit du raffermissement des prix des produits de base et de la demande internationale. D'une année à l'autre, les bénéfices ont progressé de plus de 25 %, ce qui a plus que contrebalancé le repli observé en 1998.

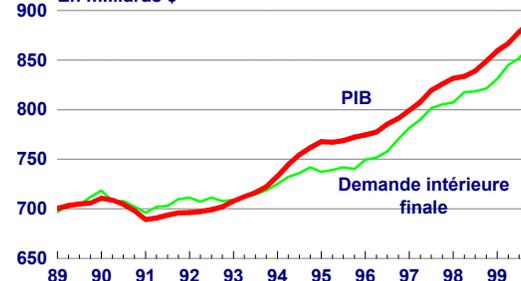
Croissance du produit intérieur brut réel

Variation en %, TAD



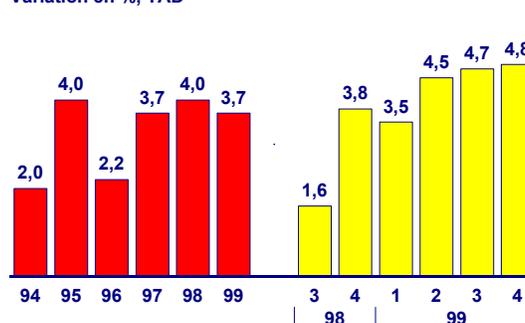
PIB et demande intérieure finale

En milliards \$

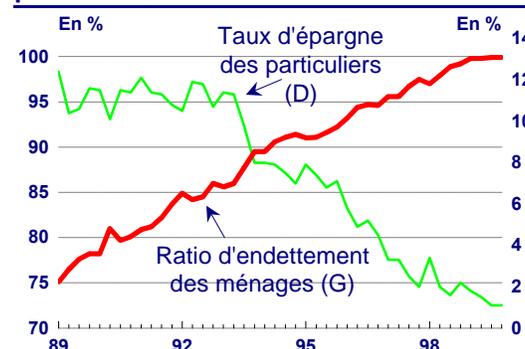


Croissance du revenu des particuliers

Variation en %, TAD



Taux d'endettement et d'épargne des particuliers





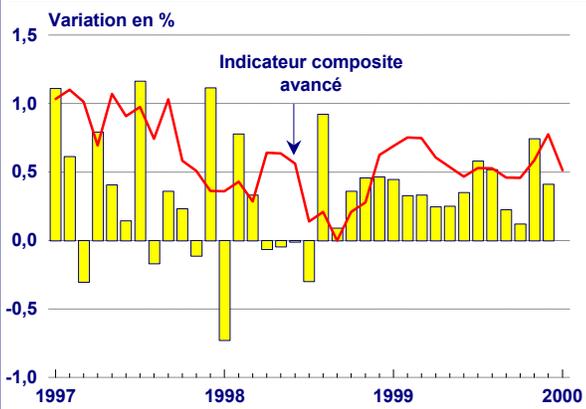
Le PIB réel a augmenté, en décembre...

- Le PIB réel au coût des facteurs s'est accru de 0,4 %, en décembre, après avoir augmenté sensiblement au trimestre précédent. Cette hausse représente la 17e augmentation mensuelle consécutive, ce qui surpasse la marque établie en 1988.

...à la faveur de l'intensification de l'activité dans les industries productrices de biens et le secteur des services

- En décembre, soutenue par les gains observés dans la plupart des principales catégories, la production de biens a crû de 0,7 %. Le secteur de la construction a connu sa plus importante hausse mensuelle en près de trois ans, et l'exploitation forestière et la foresterie, une augmentation notable. Le secteur manufacturier, pour sa part, a vu sa production annuelle dépasser de 6,7 % le niveau enregistré l'an dernier, grâce à la poussée de l'activité.
- Dans le secteur des services, la production a augmenté de 0,3 %, en décembre, dans la foulée surtout de la croissance du commerce du détail, alimentée par la hausse des ventes de véhicules automobiles, mais la finance et les assurances ainsi que les services aux entreprises ont aussi progressé vigoureusement. Dans le secteur des services, l'activité a été freinée quelque peu par le repli appréciable observé dans les voyages par avion et l'hébergement. Malgré un recul en décembre (attribuable à la baisse des ventes d'ordinateurs, de logiciels et d'autres machines électroniques), l'industrie du commerce de gros a obtenu, en général, de très bons résultats en 1999.

PIB réel au coût des facteurs

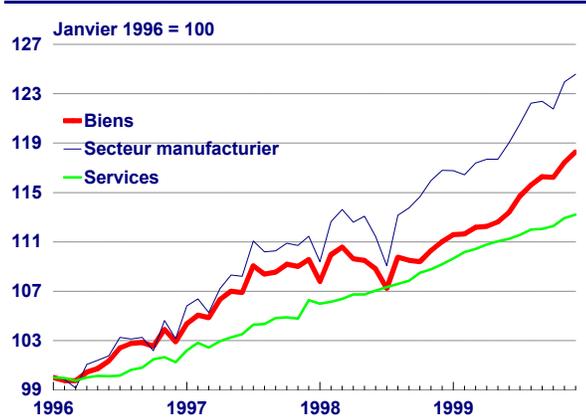


PIB réel au coût des facteurs (En \$ 1992)

Décembre 1999	En millions \$	Variation en % depuis		
		Variation mensuelle	le mois dernier	l'an dernier
Ensemble de l'économie	766 628	3 140	0,4	4,6
Secteur des entreprises	636 921	2 980	0,5	5,5
Biens	258 161	1 858	0,7	6,6
Agriculture	13 784	0	0,0	5,7
Pêche et piégeage	733	-60	-7,6	3,7
Abattage du bois et foresterie	4 786	107	2,3	9,4
Exploitation minière*	27 694	46	0,2	3,8
Sect. manufacturier	142 044	710	0,5	6,7
Construction	43 612	792	1,8	8,9
Autres services publics	25 508	263	1,0	5,2
Services	508 467	1 282	0,3	3,7
Transport et entreposage	35 906	-82	-0,2	5,1
Communications	27 369	91	0,3	9,5
Commerce de gros	46 854	-360	-0,8	6,7
Commerce de détail	47 783	773	1,6	5,9
Finance et assurances	42 167	469	1,1	3,1
Agents d'ass. et agents imm.	79 917	17	0,0	2,3
Services commerciaux	45 105	442	1,0	7,8
Services gouvernementaux	46 013	16	0,0	2,5
Enseignement	40 590	22	0,1	0,2
Soins de santé et services sociaux	46 990	60	0,1	-0,9
Logement et alimentation	19 794	-180	-0,9	2,8
Autres	29 979	14	0,0	2,4

* Comprend l'exploitation des carrières, le pétrole brut et le gaz naturel

PIB réel par principal secteur





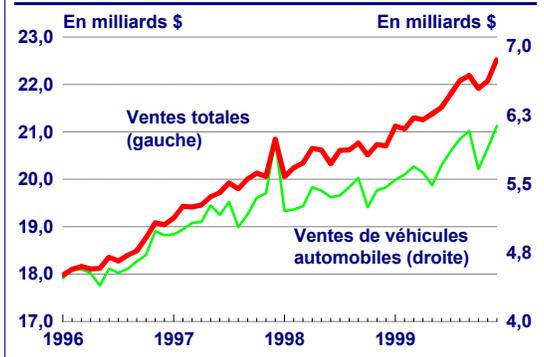
Au quatrième trimestre, les dépenses de consommation sont demeurées vigoureuses...

- La consommation réelle s'est accrue de 3,8 % (taux annuel), au quatrième trimestre, soit à un rythme légèrement inférieur à celui observé au trimestre précédent. Pour l'ensemble de l'année, elle a crû de 3,2 %, en hausse comparativement à 2,8 % en 1998.
- Les dépenses de consommation ont progressé, à nouveau, surtout à la faveur de la hausse des ventes de biens durables. Les ventes ont aussi été stimulées par les célébrations de l'an 2000 et l'accumulation possible de provisions dans l'éventualité de perturbations liées à l'an 2000.

...et semblent prêtes à poursuivre leur croissance

- La solide croissance des dépenses de consommation se maintiendra vraisemblablement au cours des trimestres à venir, compte tenu de la récente vigueur du marché du travail, de la hausse du revenu des particuliers et de l'augmentation correspondante de la confiance des consommateurs.
- Le revenu disponible des particuliers a crû de 5,1 % (taux annuel), au quatrième trimestre, soit la plus vigoureuse progression de l'année. Dans la foulée, le ratio d'endettement et le taux d'épargne des particuliers sont demeurés inchangés à 99,9 % et à 1,1 %, respectivement.

Ventes au détail et ventes de véhicules automobiles totales



Ventes au détail et crédit à la consommation

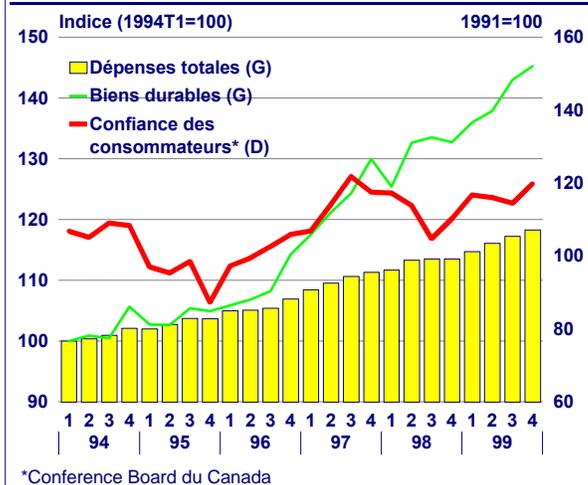
Département	Variation en % depuis		
	Décembre 1999	le mois dernier	l'an dernier
Total - Ventes au détail (DD)	22 528	2,0	8,8
Alimentation	5 081	2,1	5,5
Pharmacies	1 128	-1,1	5,4
Vêtements	1 199	0,3	4,5
Meubles	1 191	1,0	9,3
Automobiles	9 058	3,7	13,7
Magasins de march. diverses	2 473	1,5	4,4
Tous les autres magasins	2 398	-0,5	7,0
Total excluant véhicules automobiles	16 394	1,3	7,6
Crédit à la consommation	170 585	0,7	8,0

(Données non révisées)

Dépenses de consommation réelles et situation financière des ménages

	En millions \$, TAD (à moins d'indication contraire)		1999 T3	1999 T4
	1998	1999		
Consommation réelle (En \$ 1992)	485 906	501 227	503 948	508 636
Variation en %	2,8	3,2	3,9	3,8
Biens durables	66 801	71 628	72 896	74 036
Variation en %	6,3	7,2	15,9	6,4
Biens semi-durables	46 526	47 806	48 212	48 056
Variation en %	4,9	2,8	4,5	-1,3
Biens non durables	119 521	121 761	121 860	122 900
Variation en %	1,0	1,9	1,5	3,5
Services	253 058	260 032	260 980	263 644
Variation en %	2,3	2,8	1,9	4,1
Revenu disponible	552 778	572 101	575 448	582 692
Variation en %	3,4	3,5	4,9	5,1
Taux d'épargne (En %)	2,3	1,4	1,1	1,1
Ratio d'endettement (En %)	98,3	99,9	99,9	99,9

Dépenses de consommation réelles et attitudes des consommateurs





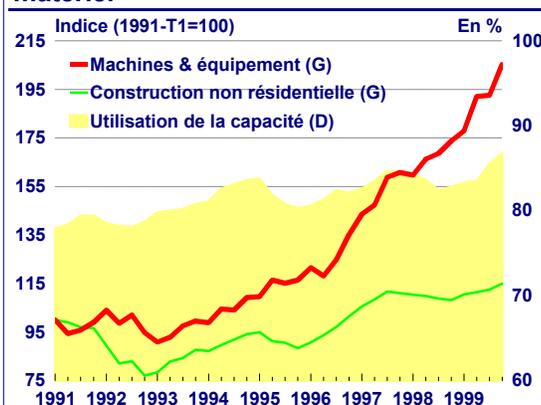
Au quatrième trimestre, les investissements des entreprises ont repris...

- Les investissements des entreprises ont grimpé de 17,9 % (taux annuel), au quatrième trimestre, après avoir connu un temps d'arrêt au trimestre précédent. Cette augmentation s'explique principalement par la montée en flèche (29,1 %) des dépenses en M&É, dont les investissements notables dans les ordinateurs, le matériel de transport et l'équipement de télécommunication.
- L'activité dans le secteur de la construction non résidentielle s'est aussi intensifiée, croissant de 9,3 % au quatrième trimestre. La solide progression de la construction industrielle a plus que contrebalancé le léger recul observé dans la construction du bâtiment.

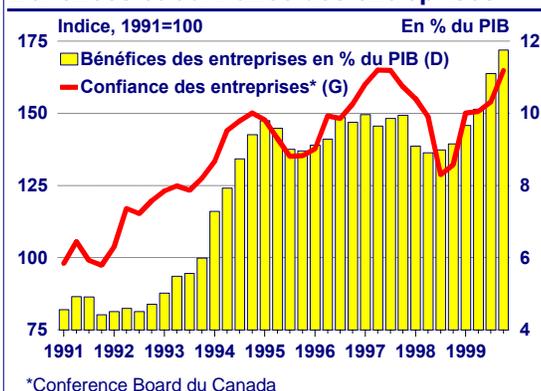
...et l'augmentation des bénéfices laisse supposer que la croissance se poursuivra

- Les bénéfices d'exploitation des entreprises ont crû à un rythme impressionnant (35,1 %, taux annuel), au quatrième trimestre, dans le sillage surtout de la hausse enregistrée par les industries non financières, mais les industries financières se sont aussi ressaisies après avoir connu un important recul au troisième trimestre.
- L'utilisation de la capacité s'est accrue de 3 points de pourcentage, pour atteindre 86,8 % au quatrième trimestre, soit le taux le plus élevé observé depuis l'expansion économique de 1987-1988.
- La hausse des bénéfices et de l'utilisation de la capacité ont mené à un rétablissement notable de la confiance des entreprises, ce qui semble indiquer que se maintiendra la vigueur des investissements.

Investissements dans les usines et le matériel



Bénéfices et confiance des entreprises



*Conference Board du Canada

Investissements et situation financière des entreprises

En millions \$, TAD (à moins d'indication contraire)

	1998	1999	1999 T1	1999 T2	1999 T3	1999 T4
INVESTISSEMENTS DES ENTREPRISES						
Machines & équipement (En \$ 1992)	64 701	74 357	68 924	74 380	74 600	79 524
Variation en %	9,5	14,9	10,1	35,6	1,2	29,1
Construction non résidentielle (1992\$)	39 110	40 217	39 572	39 896	40 248	41 152
Variation en %	0,1	2,8	9,4	3,3	3,6	9,3
Utilisation de la capacité (En %, biens non agricoles)	83,3	84,8	83,3	83,5	85,5	86,8
Utilisation de la capacité (secteur manuf.)	83,8	85,7	84,0	84,2	86,7	87,8
SITUATION FINANCIÈRE ET ATTITUDES DES ENTREPRISES						
Bénéfices d'exploitation des entreprises	132 032	158 142	144 828	149 124	162 940	175 676
Variation en %	-9,6	19,8	20,7	12,4	42,5	35,1
Bénéfices - Industries non financières	82 442	114 266	99 548	104 300	121 592	131 624
Variation en %	-9,2	38,6	45,8	20,5	84,7	37,3
Bénéfices - Industries financières	49 590	43 876	45 280	44 824	41 348	44 052
Variation en %	-10,1	-11,5	-18,0	-4,0	-27,6	28,8
Crédit aux entreprises	686 621	716 816	708 232	709 495	720 157	729 379
Variation en %	9,9	4,4	3,3	0,7	6,1	5,2



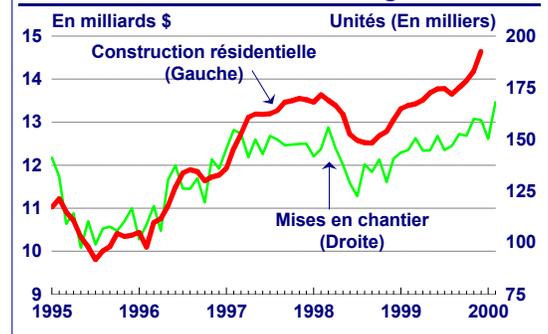
Au quatrième trimestre, le marché du logement a vu son activité s'intensifier...

- Les investissements des entreprises dans la construction résidentielle se sont accrus d'un solide 8,1 % (taux annuel), au quatrième trimestre, se redressant après avoir crû plus lentement au cours du trimestre précédent.
- Les investissements dans la rénovation ont connu la plus forte poussée, mais la construction de logements neufs a aussi progressé vigoureusement. Les coûts de propriété et de transfert ont, pour leur part, fléchi sensiblement, d'un trimestre à l'autre.

...ce qui est de bon augure pour 2000

- 1999 a été une bonne année pour le marché du logement, qui s'est fermement redressé après le marasme qu'il a connu en 1998. Les perspectives pour 2000 semblent brillantes, aussi, si l'on se fie au rétablissement de la confiance des consommateurs et aux indicateurs avancés des données sur le logement. Même si les taux hypothécaires demeurent faibles par rapport à ce qui s'est déjà vu, leur hausse éventuelle pourrait freiner la demande de logements.
- Les ventes de logements existants ont atteint un nouveau record (233 970 unités), en 1999. Elles ont poursuivi sur leur lancée, en janvier 2000, augmentant de 2 %.
- Après avoir reculé en janvier, les mises en chantier ont progressé en février pour se chiffrer à 186 000 unités, leur niveau le plus élevé depuis juin 1994.

Activité dans le secteur du logement



Indicateurs mensuels de l'activité dans le secteur du logement

	Niveaux	Variation depuis le mois dernier	Variation depuis l'an dernier
Construction résidentielle (1) (En \$ 1992, en M; base du coût des facteurs)	14 644	3,1%	12,1%
Permis de construction, en M\$ (2)	1 799	-2,3%	25,1%
Ventes de logements existants (2) (nombre d'unités)	18 682	388	
Mises en chantier (3) (nombre d'unités)	168 000	17 800	23 100
Terre-Neuve	2 200	1 000	1 400
Île-du-Prince-Édouard	500	0	-200
Nouvelle-Écosse	3 600	-1 000	-600
Nouveau-Brunswick	1 900	-2 600	300
Québec	21 800	3 000	1 900
Ontario	80 000	15 600	19 600
Manitoba	800	-600	-500
Saskatchewan	1 500	-1 000	300
Alberta	18 800	-2 100	-2 000
Colombie-Britannique	14 800	5 500	3 400

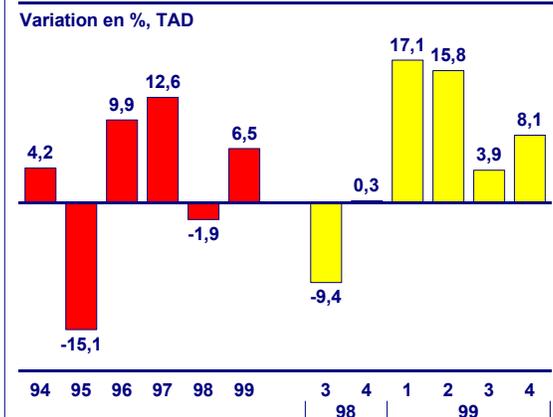
1 - Données de décembre 2 - données de janvier 3- données de février

Source : Statistique Canada, Société canadienne d'hypothèques et de logement, Association canadienne de l'immeuble

Investissements réels dans les structures résidentielles

En millions \$ 1992, TAD (à moins d'indication contraire)	1998	1999	1999 T3	1999 T4
Construction résidentielle	41 547	44 248	44 640	45 508
Variation en %	-1,9	6,5	3,9	8,0
Construction par secteur	41 422	44 116	44 508	45 384
Variation en %	-1,9	6,5	3,9	8,1
Logements neufs	20 695	22 158	22 376	23 052
Variation en %	-3,5	7,1	8,7	12,6
Travaux de réparation et d'amélioration	13 645	14 415	14 216	14 904
Variation en %	2,5	5,6	-4,9	20,8
Frais de propriété et de transfert	7 207	7 316	8 048	7 552
Variation en %	-5,1	1,5	7,7	-22,5

Croissance de la construction résidentielle réelle





Commerce et compétitivité

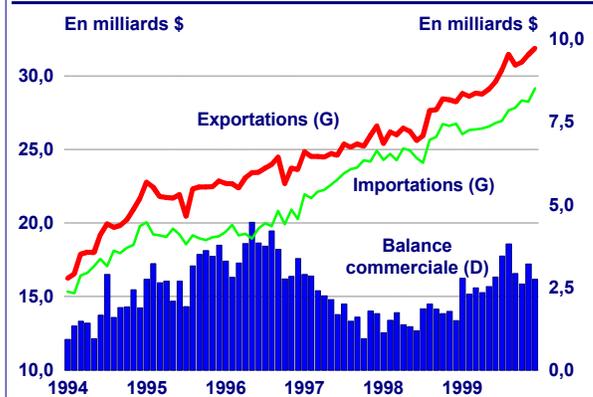
La vigueur de l'économie a alimenté la demande d'importations, en décembre...

- L'augmentation de la demande intérieure a stimulé la croissance des importations (3,2 %), en décembre, annulant le léger repli observé le mois précédent. Elle a été généralisée, mais une hausse notable a été observée dans les produits industriels et les M&É. Les importations de produits énergétiques ont cependant fléchi légèrement, en novembre, dans le sillage de la montée en flèche des prix (18,9 %).
- Les exportations ont crû à un rythme plus lent (1,4 %), alimentées par la hausse des ventes de camions, d'automobiles, de produits en plastique et de pétrole brut aux États-Unis. Se sont aussi accrues les exportations de produits forestiers à destination de l'Asie. Cette progression fait suite à la croissance de 1,7 % observée en novembre.
- Les résultats obtenus en décembre sont venus couronner une solide année pour les exportations, qui se sont accrues de 11,9 % dans l'ensemble -- soit près de deux fois plus rapidement que les importations -- à la faveur de la demande soutenue aux États-Unis.

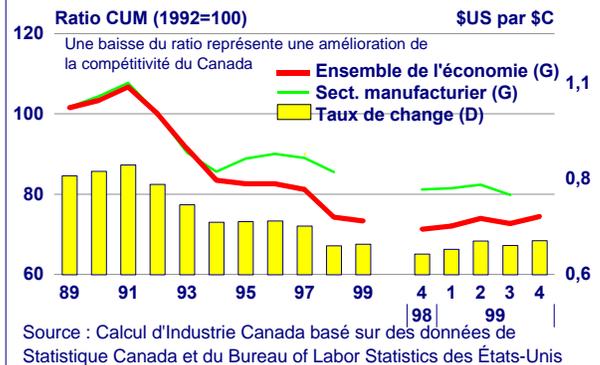
...ce qui a mené à un fléchissement de l'excédent commercial

- L'excédent commercial s'est replié pour s'établir à 2,7 milliards de dollars, en décembre, les importations croissant plus rapidement que les exportations.
- Malgré tout, l'excédent commercial a atteint 34 milliards de dollars, en 1999, soit son niveau le plus élevé depuis 1996 et le troisième plus important jamais enregistré.

Flux du commerce de marchandises et balance commerciale



Ratio des coûts unitaires de main-d'oeuvre Canada-É.-U.



Commerce de marchandises

Décembre 1999	Niveaux (En millions \$)		Cumulatif à ce jour (En millions \$)		Variation (En M\$)		Variation en %
	Nov. 1999	Déc. 1999	Janv.-déc. 1998	Janv.-déc. 1999	Nov.-déc. 1999	Nov.-déc. 1999	Déc. 1998 - déc. 1999
Exportations	31 446	31 893	322 262	360 599	447	1,4	12,9
vers les États-Unis	26 940	27 287	269 496	309 665	347	1,3	13,3
Importations	28 239	29 151	303 402	326 661	912	3,2	8,9
en provenance des États-Unis	21 140	21 877	233 635	249 174	737	3,5	4,8
Balance commerciale	3 207	2 742	18 860	33 938	-465		
avec les États-Unis	5 800	5 410	35 861	60 491	-390		
Exportations par produit							
Produits agricoles/pêche	2 173	2 202	25 142	25 613	29	1,3	4,3
Produits énergétiques	2 930	3 030	23 902	30 310	100	3,4	75,1
Produits de la forêt	3 318	3 432	35 172	38 902	114	3,4	11,9
Biens et matériaux industriels	4 990	5 125	57 453	56 942	135	2,7	10,4
Machines et équipement	7 588	7 385	78 823	84 960	-203	-2,7	10,2
Produits automobiles	8 096	8 286	77 417	96 143	190	2,3	5,7
Autres biens de consommation	1 129	1 153	12 426	13 591	24	2,1	7,2
Importations par produit							
Produits agricoles/pêche	1 455	1 499	17 262	17 637	44	3,0	0,3
Produits énergétiques	1 196	1 192	8 679	10 647	-4	-0,3	93,8
Produits de la forêt	237	237	2 499	2 741	0	0,0	5,3
Biens et matériaux industriels	5 447	5 720	60 286	62 142	273	5,0	11,7
Machines et équipement	9 250	9 462	101 303	108 231	212	2,3	4,9
Produits automobiles	6 475	6 620	66 762	75 902	145	2,2	7,4
Autres biens de consommation	3 150	3 288	34 575	36 963	138	4,4	4,4

TENDANCES DU MARCHÉ DU TRAVAIL



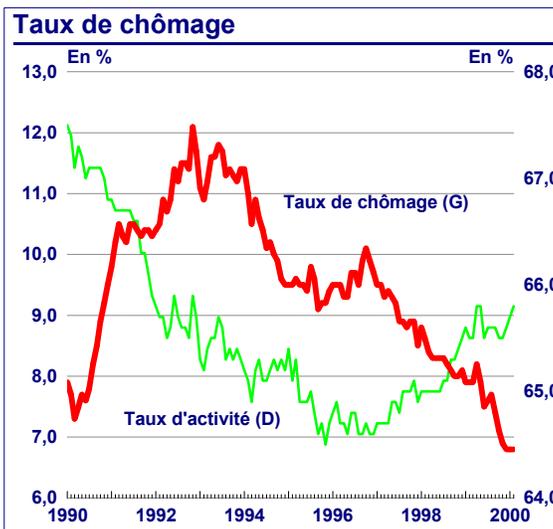
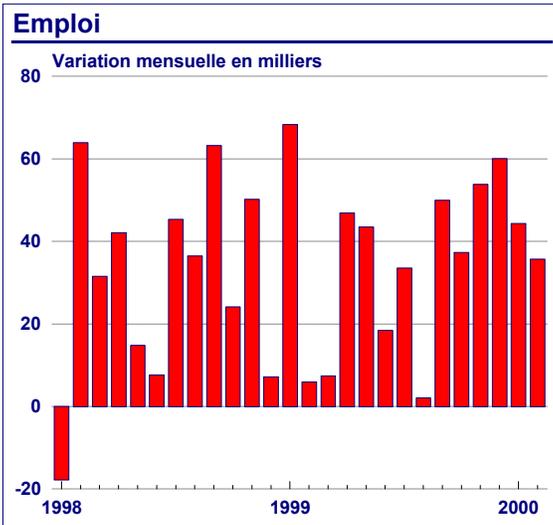
Emploi et chômage

En février, la croissance de l'emploi est demeurée vigoureuse...

- En février 2000, le nombre d'emplois a augmenté de 36 000, dans la foulée de la solide hausse observée au cours des cinq mois précédents.
- Suivant en cela la tendance amorcée au début de l'an dernier, les emplois à temps plein sont intervenus pour la totalité de la hausse de l'emploi. Le nombre de travailleurs à temps partiel a fléchi, d'un mois à l'autre.
- Même s'il s'est replié légèrement en février (-6 000), l'emploi chez les jeunes demeure bien supérieur à son niveau d'il y a un an.

...et le taux de chômage est demeuré inchangé, à 6,8 %

- Pour un deuxième mois consécutif, l'emploi a crû à un rythme similaire à celui de la population active, ce qui fait que le taux de chômage national est demeuré à 6,8 %. Le taux de chômage observé actuellement est le plus faible depuis avril 1976.
- En février, la progression de l'emploi a fait diminuer de 0,1 point de pourcentage le taux de chômage chez les adultes (5,6 %). Le taux de chômage chez les jeunes a, quant à lui, augmenté d'un demi-point de pourcentage pour atteindre 13,0 %, en raison d'un recul modeste de l'emploi et d'une augmentation de la population active.



Tendances du marché du travail

(En milliers)	Niveaux			Variation depuis			Variation en % depuis	
	Févr. 1999	Janv. 2000	Févr. 2000	le mois dernier	l'an dernier	Cumulatif à ce jour	le mois dernier	l'an dernier
Emplois	14 394,5	14 791,8	14 827,5	35,7	433,0	80,0	0,2	3,0
Temps plein	11 716,1	12 117,6	12 157,1	39,5	441,0	61,7	0,3	3,8
Temps partiel	2 678,4	2 674,2	2 670,4	-3,8	-8,0	18,3	-0,1	-0,3
Jeunes 15-24	2 177,4	2 265,8	2 259,5	-6,3	82,1	5,4	-0,3	3,8
Adultes 25+	12 217,1	12 526,0	12 568,0	42,0	350,9	74,7	0,3	2,9
Travailleurs indépendants	2 468,9	2 531,2	2 532,6	1,4	63,7	23,6	0,1	2,6
Chômage	1 237,5	1 077,5	1 079,5	2,0	-158,0	4,6	0,2	-12,8
Taux de chômage	7,9	6,8	6,8	0,0	-1,1	0,0		
Jeunes 15-24	14,4	12,5	13,0	0,5	-1,4	-0,1		
Adultes 25+	6,7	5,7	5,6	-0,1	-1,1	0,0		
Population active	15 632,0	15 869,3	15 907,0	37,7	275,0	84,7	0,2	1,8
Taux d'activité	65,5	65,7	65,8	0,1	0,3	0,2		
Taux d'emploi	60,3	61,3	61,4	0,1	1,1	0,2		

TENDANCES DU MARCHÉ DU TRAVAIL



Aperçu de la situation de l'industrie

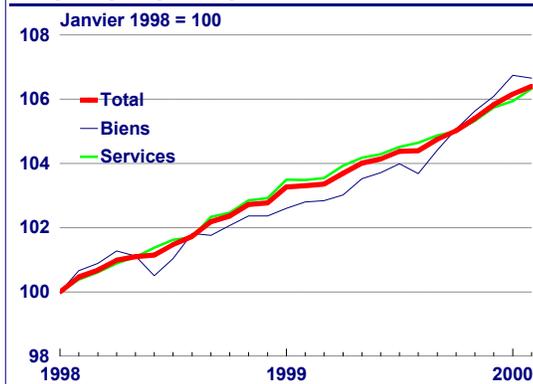
Le secteur des services est intervenu pour la majeure partie de la croissance de l'emploi, en février...

- En février 2000, le nombre d'emplois a crû de 39 000 dans le secteur des services. Cette hausse est surtout attribuable aux solides gains réalisés par le commerce de gros et de détail et les services d'hébergement et de restauration. Les services professionnels, scientifiques et techniques et l'administration publique ont connu, pour leur part, un repli marqué.
- Dans le secteur des biens, la croissance de l'emploi a marqué un temps d'arrêt, en février, après une période de très vigoureuse progression qui remonte à août dernier. La progression de l'emploi dans le secteur de la construction a été contrebalancée par le recul observé dans le secteur manufacturier.

...sous l'impulsion et du secteur privé et du secteur public

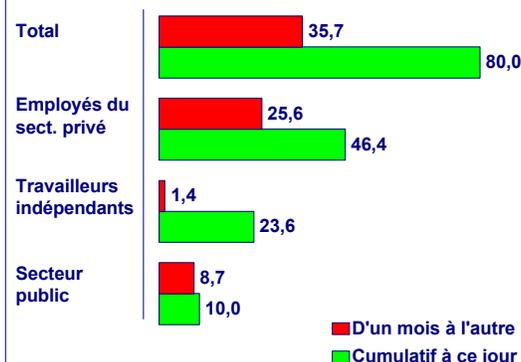
- En février, le nombre d'employés rémunérés dans le secteur privé a augmenté de 26 000. Le nombre de travailleurs indépendants n'a guère varié, après avoir crû vigoureusement au cours des trois mois précédents.
- Dans le secteur public, le nombre d'emplois s'est accru de 9 000, ce qui porte à 66 000 le nombre d'emplois créés durant les six derniers mois.

Emploi par principal secteur



Croissance de l'emploi par catégorie de travailleurs

Février 2000 (en milliers)



Tendances de l'emploi dans l'industrie

(En milliers)	Niveaux			Variation depuis			Variation en % depuis	
	Févr. 1999	Janv. 2000	Févr. 2000	le mois dernier	l'an dernier	Cumulatif à ce jour	le mois dernier	l'an dernier
Biens	3 745,3	3 889,2	3 886,1	-3,1	140,8	20,8	-0,1	3,8
Agriculture	422,0	401,1	400,2	-0,9	-21,8	1,1	-0,2	-5,2
Autres ind. primaires*	277,3	275,5	278,0	2,5	0,7	2,7	0,9	0,3
Services publics	114,8	116,0	116,9	0,9	2,1	1,5	0,8	1,8
Construction	765,9	815,0	825,6	10,6	59,7	18,2	1,3	7,8
Fabrication	2 165,4	2 281,7	2 265,3	-16,4	99,9	-2,9	-0,7	4,6
Services	10 649,2	10 902,6	10 941,4	38,8	292,2	59,2	0,4	2,7
Commerce	2 233,5	2 263,1	2 292,4	29,3	58,9	20,7	1,3	2,6
Transport	723,5	776,6	784,2	7,6	60,7	20,0	1,0	8,4
FASI*	860,6	859,6	861,1	1,5	0,5	-4,2	0,2	0,1
Services prof./scientifiques	891,5	927,1	909,4	-17,7	17,9	-17,1	-1,9	2,0
Administration et gestion	485,7	512,5	512,7	0,2	27,0	-4,8	0,0	5,6
Enseignement	963,0	998,5	995,9	-2,6	32,9	-5,8	-0,3	3,4
Soins de santé/assist. sociale	1 427,7	1 511,0	1 518,4	7,4	90,7	46,5	0,5	6,4
Information, culture, loisirs	627,1	628,4	635,3	6,9	8,2	-0,9	1,1	1,3
Hébergement et restauration	919,7	951,7	965,8	14,1	46,1	15,2	1,5	5,0
Autres services	736,8	701,3	701,2	-0,1	-35,6	-7,7	-0,0	-4,8
Administration publique	780,0	772,8	765,2	-7,6	-14,8	-2,6	-1,0	-1,9

* Autres industries primaires : foresterie, pêche, extraction minière et extraction de pétrole et de gaz; transport : entreposage; FASI : finance, assurances, services immobiliers et services de location à bail

TENDANCES DU MARCHÉ DU TRAVAIL

Aperçu de la situation des provinces



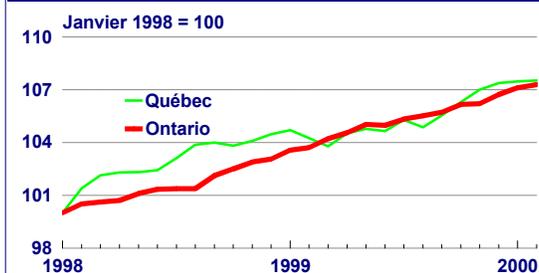
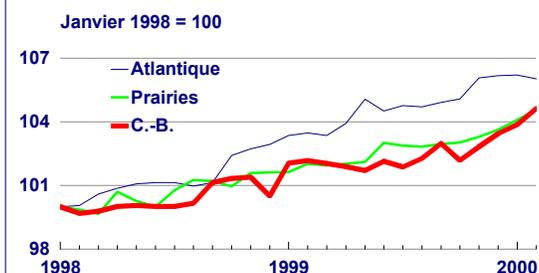
La Colombie-Britannique et l'Alberta ont mené la croissance de l'emploi à l'échelle nationale...

- En février 2000, au chapitre de la création d'emplois, la Colombie-Britannique (15 000) et l'Alberta (10 000) ont surpassé les autres provinces.
- Le nombre d'emplois a augmenté de 9 000, en Ontario, mais il n'a guère varié au Québec, pour un deuxième mois consécutif, après avoir monté en flèche à la fin de l'été dernier.
- La plupart des provinces de l'Atlantique (sauf l'Île-du-Prince-Édouard) ont connu un modeste repli de l'emploi, d'un mois à l'autre.

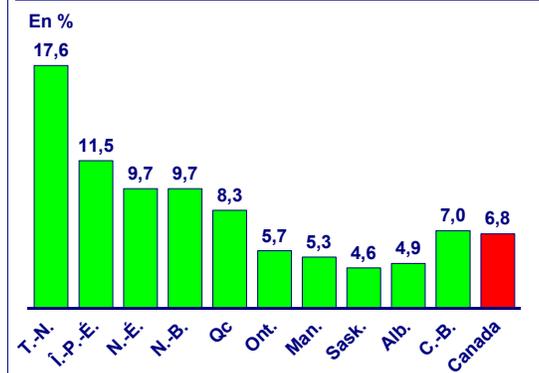
...mais le recul du taux de chômage a été le plus important à l'Île-du-Prince-Édouard et en Saskatchewan

- Le taux de chômage a fléchi de tout un point de pourcentage à l'Île-du-Prince-Édouard, pour tomber à 11,5 %, la modeste croissance de l'emploi étant accompagnée d'une diminution de la population active. De même, en Saskatchewan, dans la foulée de la hausse de l'emploi et de la diminution du nombre de chercheurs d'emploi, il a fléchi d'un demi-point pour s'établir à 4,6 %, soit le taux le plus faible au Canada.
- La solide augmentation de l'emploi a fait baisser le taux de chômage de 0,3 point de pourcentage et en Alberta (4,9 %) et en Colombie-Britannique (7,0 %).
- Après avoir grimpé de près de 3 points de pourcentage en janvier, le taux de chômage s'est accru de 0,6 point à Terre-Neuve, en février, pour atteindre 17,6 % -- de loin, le taux de chômage le plus élevé au Canada.

Évolution de l'emploi dans les régions



Taux de chômage -- Février 2000



Tendances de l'emploi et du chômage dans les provinces

	Emplois (En milliers)				Taux de chômage (en %)			
	Niveaux Février 2000	Variation depuis le mois dernier		Variation depuis l'an dernier		Niveaux	Variation depuis le mois dernier	
		(En milliers)	En %	(En milliers)	En %		l'an dernier	
Canada	14 827,5	35,7	0,2	433,0	3,0	6,8	0,0	-1,1
Terre-Neuve	203,6	-0,5	-0,2	2,9	1,4	17,6	0,6	1,4
Î.-P.-É.	64,8	0,4	0,6	4,3	7,1	11,5	-1,0	-3,8
Nouvelle-Écosse	417,0	-0,5	-0,1	14,7	3,7	9,7	0,0	-0,8
Nouveau-Brunswick	331,3	-1,1	-0,3	2,5	0,8	9,7	0,3	-1,9
Québec	3 430,6	1,9	0,1	104,9	3,2	8,3	0,1	-1,5
Ontario	5 804,2	8,9	0,2	193,4	3,4	5,7	0,0	-1,0
Manitoba	549,6	-0,3	-0,1	10,1	1,9	5,3	0,1	-0,2
Saskatchewan	490,2	2,0	0,4	13,1	2,7	4,6	-0,5	-2,1
Alberta	1 585,8	10,4	0,7	41,0	2,7	4,9	-0,3	-0,9
C.-B.	1 950,4	14,5	0,7	46,1	2,4	7,0	-0,3	-1,3



Prix à la consommation et prix des produits de base

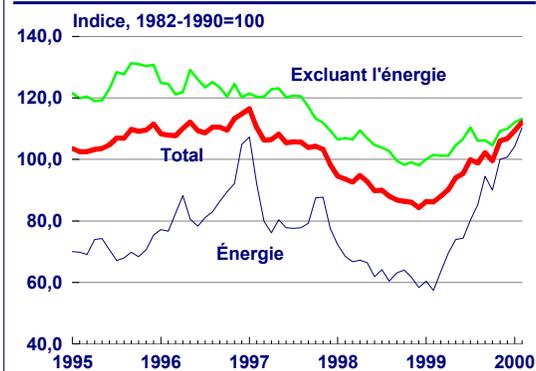
En janvier, l'inflation mesurée par l'IPC a ralenti...

- En janvier 2000, d'une année à l'autre, les prix à la consommation ont progressé de 2,3 %, comparativement à 2,6 % le mois précédent. Les coûts de l'énergie ont augmenté de 15,0 % comparativement à l'an dernier.
- D'un mois à l'autre, les prix se sont repliés de 0,1 %, en janvier. Ce recul s'explique en partie par les rabais offerts par les fabricants et les concessionnaires pour les ventes d'automobiles, mais la baisse des prix du transport aérien et des forfaits de voyage a aussi contribué au repli mensuel. Les prix du gaz naturel et des légumes frais, en revanche, se sont accrus, d'un mois à l'autre.

...ce qui a permis au taux de « base » de demeurer dans les limites de la fourchette cible officielle

- Excluant l'énergie, les aliments et l'incidence des impôts indirects, le taux d'inflation de « base » s'est chiffré à 1,4 %, en janvier. Il est donc demeuré dans la limite inférieure de la fourchette cible officielle (1 à 3 %), établie conjointement par la Banque du Canada et le ministère des Finances.
- D'une année à l'autre, les prix des produits de base ont crû d'un solide 30,2 %, en février, soit la plus importante hausse observée en deux décennies. Les prix de l'énergie, qui ont maintenant presque doublé depuis un an, sont principalement à l'origine de cette hausse.

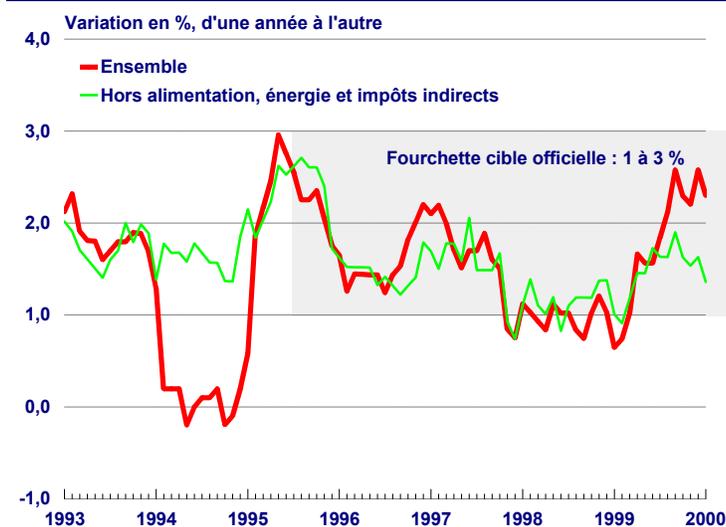
Prix des produits de base (\$ US)



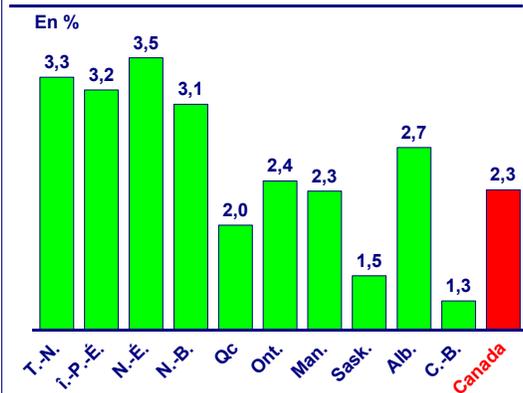
Prix à la consommation

	Variation en % depuis		
	Indice (1992=100)	le mois dernier	l'an dernier
IPC - Ensemble	111,4	-0,1	2,3
Alimentation	110,8	-0,1	-0,3
Logement	106,7	0,3	2,1
Équipement du ménage	108,7	-0,5	0,7
Habillement et chaussures	104,3	0,9	0,6
Transport	127,3	-0,8	5,9
Santé et soins personnels	111,0	0,2	1,8
Loisirs, formation et lecture	118,5	-0,8	2,6
Alcool et tabac	96,2	0,3	2,7
IPC hors alimentation et énergie	112,0	-0,3	1,4
Énergie	118,6	0,2	15,0
Prix des produits de base (février)			
Indice, 1982-1990=100	112,2	2,6	30,2
Excluant l'énergie	113,2	1,0	11,5
Énergie	110,3	5,8	92,2

Indice des prix à la consommation



Inflation mesurée par l'IPC, par province - Janvier 2000





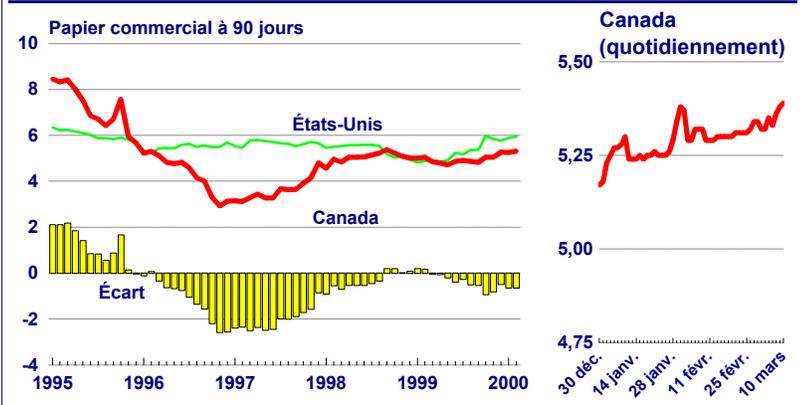
Les taux d'intérêt à court terme ont augmenté légèrement, en février...

- Le 3 février, la Banque du Canada a majoré de 25 points de base son taux directeur pour le porter à 5,25 %, après une intervention similaire de la Réserve fédérale américaine. Les banques à charte ont suivi le mouvement et relevé de manière analogue leur taux préférentiel pour le fixer à 6,75 %.
- Comme l'intervention de la Banque du Canada était largement prévue, les taux d'intérêt à court terme, déterminés par le marché, se sont en fait repliés, dans le sillage de l'annonce. Toutefois, les opinions de plus en plus répandues selon lesquelles la croissance plus vigoureuse que prévu de l'économie au Canada et aux États-Unis va inciter les autorités à resserrer davantage les conditions monétaires ont fait monter les taux plus tard dans le mois.
- Au 8 mars, les taux courts canadiens étaient inférieurs de 62 points de base aux taux américains comparables.

...mais le rendement des obligations à long terme a diminué

- Les taux d'intérêt à long terme ont reculé pendant presque tout le mois de février, pour terminer le mois à un niveau inférieur de plus de 40 points de base à celui observé à la fin du mois de janvier. Comme le rendement des obligations américaines a fléchi de manière similaire, les taux longs canadiens sont demeurés à un niveau inférieur d'environ 30 points de base à leurs pendants américains.
- En Amérique du Nord, les rendements des obligations tendent à la baisse, étant donné que les marchés s'attendent à ce que la hausse des taux d'intérêt à court terme va permettre de contenir l'inflation. Les prévisions selon lesquelles l'offre d'obligations à long terme va fléchir dans la foulée du remboursement de la dette par les administrations publiques ont aussi exercé des pressions à la baisse sur les rendements des obligations, à l'instar des replis récents observés sur les marchés boursiers américains, ce qui a incité les investisseurs à opter pour des placements dans des obligations relativement « sûres ».

Taux d'intérêt à court terme

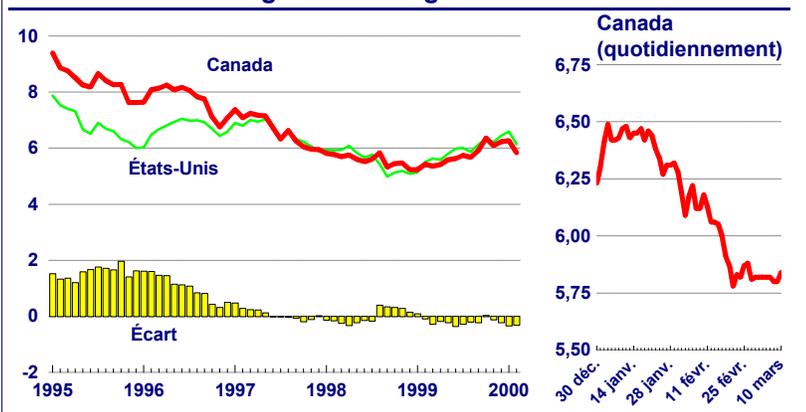


Principaux taux du marché monétaire

(fin de période)	Papier commercial à 90 jours	Écart vis-à-vis les É.-U.	Rendement des obligations à long terme	Écart vis-à-vis les É.-U.
1998	5,02	0,09	5,23	0,14
1999	5,27	-0,49	6,23	-0,22
Sept. 1999	4,83	-0,53	5,91	-0,22
Oct.	5,05	-0,93	6,36	0,03
Nov.	5,05	-0,80	6,10	-0,12
Déc.	5,27	-0,49	6,23	-0,22
Janv. 2000	5,25	-0,64	6,27	-0,33
Févr.	5,31	-0,64	5,83	-0,31
8 mars	5,36	-0,62	5,80	-0,37

Un écart positif indique que les taux canadiens sont supérieurs à leurs pendants américains.

Rendement des obligations à long terme



Principaux taux débiteurs

(fin de période)	Taux d'escompte	Taux préférentiel	Hypothèque à un an / cinq ans	
1998	5,25	6,75	6,20	6,60
1999	5,00	6,50	7,35	8,25
Sept. 1999	4,75	6,25	6,80	7,70
Oct.	4,75	6,25	7,35	8,25
Nov.	5,00	6,50	7,35	8,25
Déc.	5,00	6,50	7,35	8,25
Janv. 2000	5,00	6,50	7,60	8,55
Févr.	5,25	6,75	7,60	8,55
8 mars	5,25	6,75	7,60	8,35

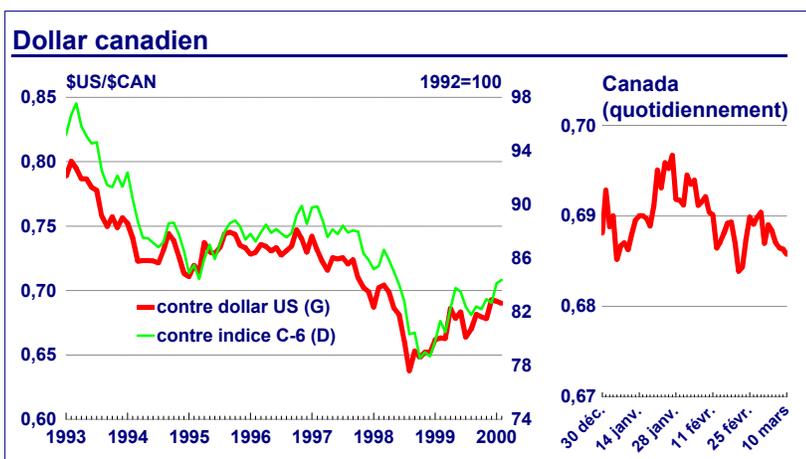


Les cours des actions canadiennes ont atteint des sommets...

- L'indice TSE 300 s'est accru de 7,6 %, en février, ce qui a porté à un peu plus de 21 % sa hausse totale depuis novembre. Il a d'ailleurs poursuivi sur sa lancée, au début de mars, pour dépasser la barre des 9 500 points pour la première fois de son histoire, le 2 mars, soit moins d'un mois après avoir atteint la barre des 9 000 points.
- Pendant que les cours des actions canadiennes croissaient vigoureusement, les principaux indices boursiers américains se sont repliés au cours des deux derniers mois. Le Dow Jones a connu un recul de 7,4 %, en février, et le S&P 500, plus généralisé, un recul de 2,0 %. Ces replis s'expliquent par le fait que l'on craint que la Réserve fédérale américaine ne relève plus rapidement les taux d'intérêt dans le but de contenir l'inflation.
- L'écart entre le rendement des actions « de premier ordre » et celui des titres de technologie de pointe s'est manifesté très clairement au cours des derniers mois, particulièrement sur le marché américain. Le Nasdaq, où sont inscrites la plupart des plus importantes sociétés américaines de technologie et des nouvelles entreprises de ce secteur, a crû de 86 %, en 1999, et de 19 % au début de 2000 (fin février). En revanche, l'indice Dow Jones a reculé de près de 12 % durant les deux premiers mois de l'année.

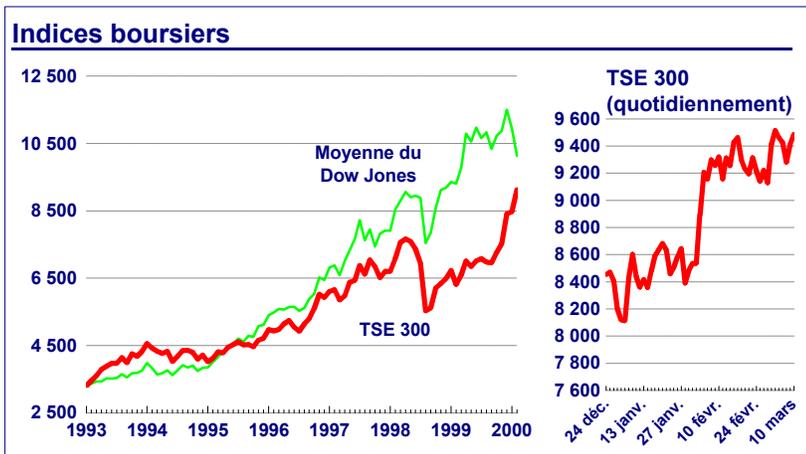
...mais le dollar canadien a fléchi légèrement

- Le fait que l'on s'attende à ce que la Réserve fédérale relève à nouveau les taux d'intérêt pour freiner la croissance de l'économie américaine a affaibli le dollar canadien en février. Le taux de change a diminué d'environ un tiers de cent pour clôturer à 0,6898 cents US en février, et il s'est replié de nouveau au début de mars.



Le dollar canadien

(clôture)	\$US c. \$CAN	Indice c. C-6 (1992=100)	Mark all. c. \$CAN	Yen c. \$CAN
1998	0,6522	78,71	1,082	75,91
1999	0,6929	82,67	1,313	69,66
Sept. 1999	0,6815	82,43	1,261	72,34
Oct.	0,6797	82,22	1,237	71,71
Nov.	0,6782	82,96	1,291	71,29
Déc.	0,6929	82,67	1,313	69,66
Janv. 2000	0,6918	84,15	1,333	72,77
Févr.	0,6898	84,39	1,370	75,43
10 mars	0,6857			



Principaux indices boursiers

	Variation en % depuis		
	Clôture - le mois févr.	le mois dernier	l'an dernier
TSE 300	9 129	7,6	44,6
<i>Pétrole et gaz</i>	5 497	-5,0	35,8
<i>Métaux et minéraux</i>	3 490	-14,3	15,0
<i>Services publics</i>	14 853	7,5	94,9
<i>Papiers et produits de la forêt</i>	5 161	-3,7	47,6
<i>Entreprises de distribution</i>	4 519	-2,4	-14,9
<i>Services financiers</i>	7 052	-0,4	-12,3
<i>Or</i>	4 223	-2,6	-20,7
Coefficient de capitalisation des résultats*	32,3	-1,8	8,7
S&P 500	1 366	-2,0	10,3
Dow Jones	10 128	-7,4	8,8

*les colonnes 2 et 3 reflètent des changements de niveau



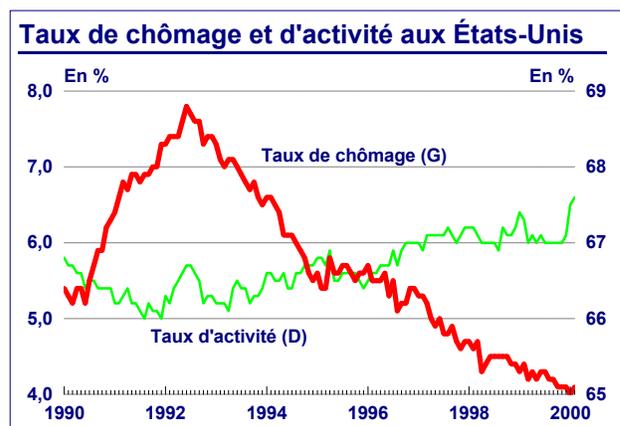
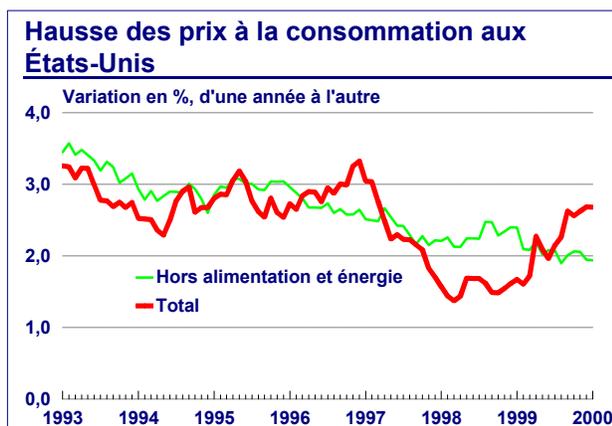
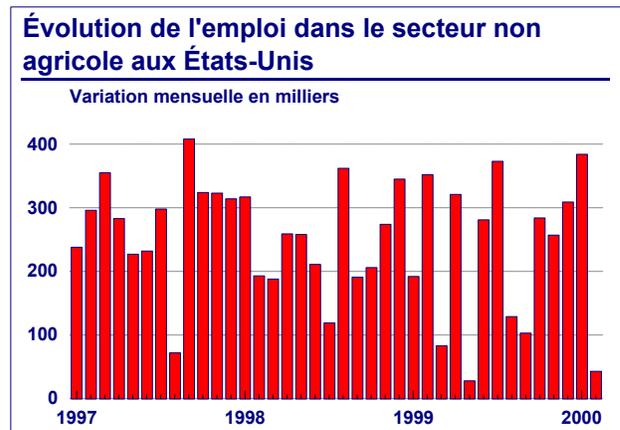
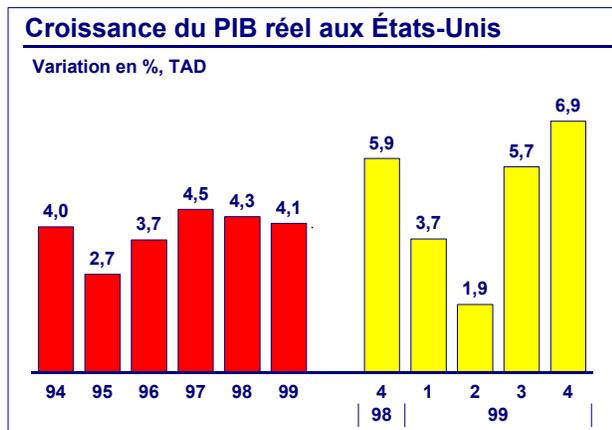
Tendances de l'économie américaine

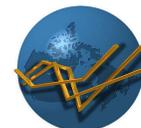
L'économie américaine a crû à un rythme dépassant de loin les prévisions...

- Selon les données préliminaires, l'économie américaine a vu sa croissance monter en flèche, au dernier trimestre de 1999, pour atteindre 6,9 % (taux annuel), soit plus d'un point de pourcentage de plus que l'estimation avancée et le plus vigoureux rythme de croissance trimestriel observé en trois ans et demi. Cette excellente tenue s'explique surtout par la solide hausse des dépenses de consommation, des investissements dans les stocks et des exportations.
- Après avoir atteint un sommet en novembre, le déficit commercial des États-Unis s'est amenuisé pour tomber à 25,5 milliards de dollars en décembre, les exportations croissant plus rapidement (3,2 %) que les importations (1,0 %). Cependant, pour l'ensemble de 1999, il a totalisé 271,3 milliards de dollars, un montant record, en hausse comparativement à 1998 (164,3 milliards \$). Dans la foulée, le déficit du compte courant américain pour 1999 a atteint un record (338,9 milliards \$).
- En février 2000, le nombre d'emplois a crû de 43 000, après avoir augmenté considérablement en janvier (384 000), en raison surtout de facteurs saisonniers. Le taux de chômage a, pour sa part, légèrement augmenté pour se fixer à 4,1 %, en février.

...ce qui a intensifié les craintes d'un relèvement possible des taux par la Réserve fédérale

- La productivité s'est accrue à un rythme annuel révisé de 6,4 %, au dernier trimestre de 1999, soit la cadence la plus rapide observée en sept ans. Pour ce qui est de l'inflation des prix à la consommation (2,7 %) et des prix à la production, ils sont demeurés inchangés, en janvier 2000. Malgré tout, en général, les analystes s'attendent à ce que la Réserve fédérale majore les taux d'intérêt à l'occasion de sa réunion du 21 mars, et ce, afin de prévenir l'émergence de pressions inflationnistes.





Les données sur les brevets portent à croire que les activités d'innovation se sont intensifiées au Canada...

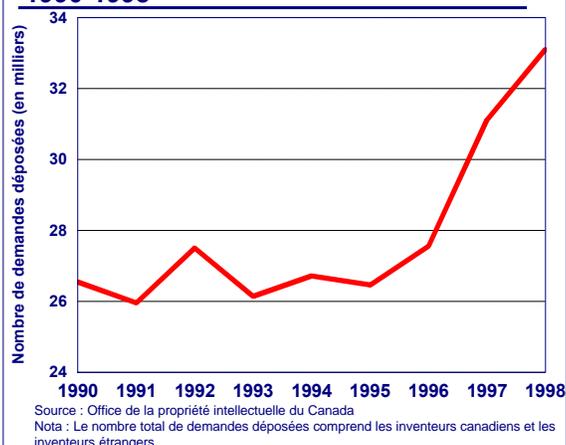
- Au cours des années 90, l'activité liée aux brevets a augmenté en moyenne de 2,9 % par an. On observe une hausse marquée du nombre de demandes de brevet depuis 1995, comme en témoigne d'ailleurs la croissance moyenne de 7,8 % enregistrée entre 1996 et 1998.

...sous l'impulsion surtout de la biotechnologie et des domaines liés à l'informatique

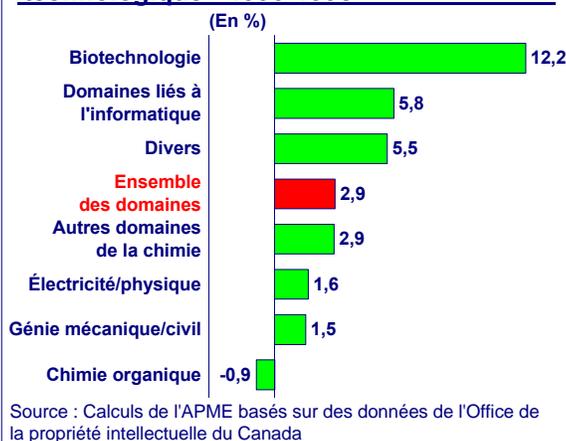
- Par grand domaine, les brevets en génie mécanique et génie civil sont intervenus pour la plus importante proportion des demandes déposées (25,6 %, en 1998).
- Toutefois, le nombre de demandes dans le domaine de la biotechnologie a crû à un rythme plus rapide -- 12,2 % par année pendant les années 90. Cette rapide croissance a fait presque doubler la proportion des demandes de brevet en biotechnologie dans le nombre total de demandes, qui est passée de 4,7 % en 1990 à 9,0 % en 1998.
- Les demandes de brevet dans les domaines liés à l'informatique ont aussi progressé rapidement (5,8 % par an), ce qui a fait passer leur proportion dans le nombre total de demandes, de 13,4 % en 1990 à 16,4 % en 1998.
- La chimie organique est le seul grand domaine où l'on a observé un ralentissement de l'activité liée aux brevets au cours des années 90.

Le présent rapport spécial est fondé sur une étude à venir, « *The Pattern of Technological Innovations in Canada in the 1990s: What do the Patent data say?* », dont les auteurs sont M. Rafiqzaman et Karen Smith.

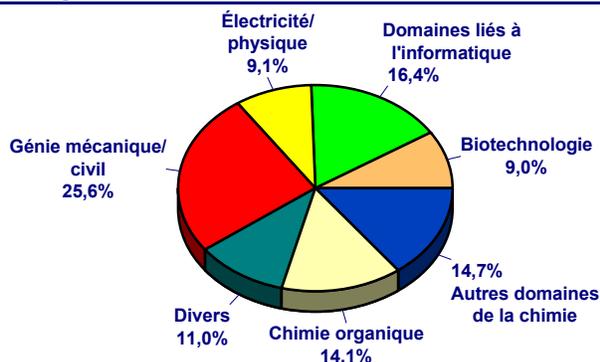
Activité liée aux brevets au Canada, 1990-1998



Croissance annuelle moyenne de l'activité liée aux brevets, par domaine technologique - 1990-1998



Activité liée aux brevets au Canada, par domaine technologique - 1998

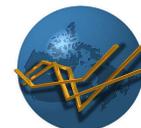


Source : Office de la propriété intellectuelle du Canada
Nota : Le nombre total de demandes déposées comprend les inventeurs canadiens et les inventeurs étrangers

Proportion des demandes de brevet par domaine technologique, 1990 et 1998

Domaine technologique	Proportion 1990	Proportion 1998	Variation
Biotechnologie	4,7	9,0	4,4
Domaines liés à l'informatique	13,4	16,4	3,0
Électricité/physique	10,1	9,1	-1,0
Génie mécanique/civil	28,6	25,6	-3,0
Chimie organique	19,3	14,1	-5,2
Autres domaines de la chimie	14,8	14,7	-0,0
Divers	9,1	11,0	1,9

Source : Calculs de l'APME basés sur des données de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada



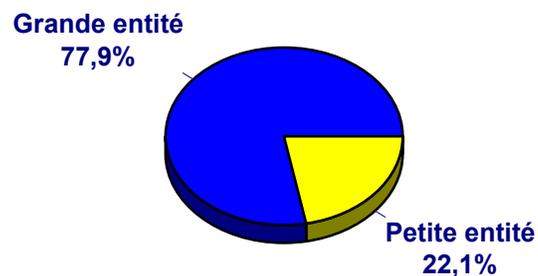
L'intensification de l'activité liée aux brevets se manifeste davantage chez les petites entités...

- Les grandes entités (entreprises comptant plus de 50 employés, excluant les universités) sont intervenues pour un peu plus des trois quarts du nombre total de demandes de brevet, en 1998.
- Toutefois, les petites entités ont vu croître beaucoup plus rapidement leur nombre de demandes de brevet -- 6,6 % par année en moyenne, au cours de la période allant de 1991 à 1998, comparativement à 2,1 % pour les grandes entités. Ce rythme de croissance plus rapide de l'activité liée aux brevets chez les petites entités a été observé dans l'ensemble des grands domaines.

...qui tendent à concentrer davantage leur activité dans le domaine du génie mécanique et génie civil

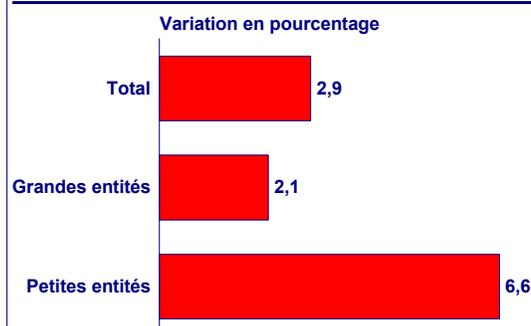
- En 1998, le génie mécanique et génie civil a représenté 38,1 % de la totalité des demandes de brevet déposées par les petites entités, comparativement à 22,1 % pour les grandes entités. La croissance des demandes de brevet dans ce domaine a été relativement lente durant les années 90.
- Aussi bien pour les grandes que pour les petites entités, c'est dans le domaine de la biotechnologie que la croissance de l'activité liée aux brevets a été la plus rapide.
- Les grandes entités sont intervenues pour la plupart des demandes de brevet déposées dans le domaine de la chimie organique (94,2 %, en 1998). Elles ont cependant vu leur activité dans ce domaine diminuer au cours de la période allant de 1991 à 1998, tandis que les petites entités ont augmenté leur nombre de demandes de brevet (il faut le reconnaître, à partir d'assises beaucoup plus petites).

Proportion du nombre de demandes de brevet selon la taille des entités, 1998



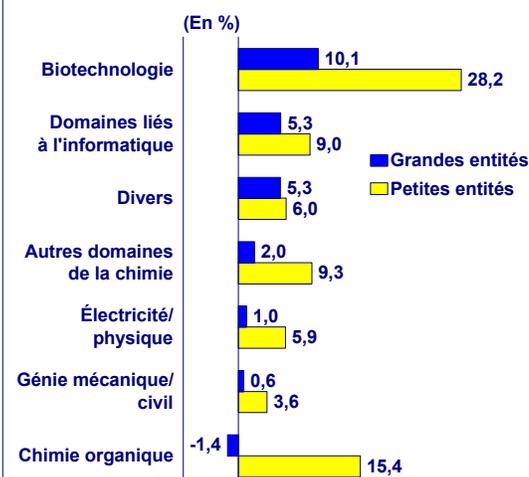
Source : Office de la propriété intellectuelle du Canada

Croissance annuelle moyenne de l'activité liée aux brevets - Grandes vs petites entités (1991-1998)



Source : Calculs de l'APME basés sur des données de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada

Croissance annuelle moyenne de l'activité liée aux brevets - Grandes vs petites entités (1991-1998)

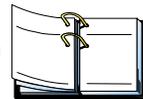


Source : Calculs de l'APME basés sur des données de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada

Proportion du nombre de demandes de brevet, 1998

Domaine technologique	Domaine		Taille de l'entité		Total
	Grand	Petit	Grande	Petite	
Biotechnologie	9,2	8,3	79,6	20,4	100,0
Domaines liés à l'informatique	17,6	12,2	83,6	16,4	100,0
Électricité/physique	9,7	6,9	83,2	16,8	100,0
Génie mécanique/civil	22,1	38,1	67,1	32,9	100,0
Chimie organique	17,1	3,7	94,2	5,8	100,0
Autres domaines de la chimie	15,8	11,1	83,3	16,7	100,0
Divers	8,6	19,6	60,6	39,4	100,0
Total	100,0	100,0			

Source : Calculs de l'APME basés sur des données de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada



CANADA

Indice des prix à la consommation - Février	15 mars
Enquête sur le secteur de la fabrication - Janvier.....	16 mars
Commerce international - Janvier	21 mars
PIB au coût des facteurs - Janvier	31 mars
Enquête sur la population active - Mars	7 avril
Enquête sur la situation des entreprises - Avril	2 mai
Comptes économiques et comptes financiers nationaux - 1er trimestre 2000	31 mai
Balance des paiements internationaux - 1er trimestre 2000	31 mai
Taux d'utilisation de la capacité - 1er trimestre 2000	7 juin
Statistiques sur la situation financière des entreprises - 1er trimestre 2000	9 juin
Investissements privés et publics au Canada : perspective révisée pour 2000	19 juillet

ÉTATS-UNIS

Indice des prix à la consommation - Février	17 mars
Commerce international - Janvier	21 mars
Comité de l'open market du Système fédéral de réserve - Réunion	21 mars
PIB - 4e trimestre 1999, données finales	30 mars
Situation de l'emploi - Mars	7 avril

Nota : Les IEM de mars sont fondés sur les données connues au 10 mars 2000.